

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS — FRANCE

TÉL. 320.36.20.

C.C.P. 1248-74 N PARIS

D 568 GUATEMALA: ARRESTATIONS DE PAYSANS

Les conflits de terre entre grands propriétaires et petits cultivateurs continuent (cf. DIAL D525). C'est de nouveau ici la région du Quiché (cf. DIAL D 305) qui est visée. Arrestations, brutalités, viols: la liste des exactions est toujours la même. Dans le cas présenté ci-dessous, plusieurs catéchistes paysans ont été victimes de l'opération militaire. C'est pourquoi, le 1er octobre 1979, le diocèse de Quiché a émis une note de protestation.

Note DIAL

COMMUNIQUE DU COMITE POUR LA JUSTICE ET LA PAIX  
SUR L'ARRESTATION DE PAYSANS ET LEUR REPRESSION  
SYSTEMATIQUE DANS LE QUICHÉ1- LES FAITS

À la date du 19 août 1979, en présence de nombreux paysans rassemblés sur la place du domaine San José de Soch, l'armée a arrêté les paysans Paulino Morán et Ambrosio Yujá, tous deux catéchistes. La route qui relie le domaine El Rosario avec San Pablo Baldío avait été préalablement coupée.

Le 20 août, en pleine nuit, les paysans Marcelo Tum et Ramón Tum ont été arrachés brutalement de leurs maisons situées dans le village de San Pablo Baldío de San Miguel Uspantán.

Le 28 août, en plein jour, les paysans Dominguo Yujá et Gregorio Xoná ont été enlevés sur un chemin proche du village de San Pablo Baldío de San Miguel Uspantán.

Le 9 septembre, le paysan Patrocínio Menchú, âgé de 17 ans et secrétaire de l'Auxiliature, a été arrêté à San Miguel Uspantán. Il a été sauvagement frappé, de même que les six autres.

Le 23 septembre, les paysans Felipe Morán et Juan Yat ont été arrêtés alors qu'ils voyageaient en camionnette en provenance de San Miguel Uspantán; ils en ont été retirés brutalement par des militaires, conformément au témoignage de personnes qui les ont vus.

Devant cette situation et suite aux violations constantes de leurs droits à la vie, au travail et au respect des familles et des enfants de paysans, la communauté a choisi vingt-sept paysans, hommes, femmes et enfants, pour aller en délégation à la capitale et réclamer au Congrès que la justice soit respectée.

Les paysans se sont d'abord rendus auprès de leurs frères ouvriers de la Fédération des travailleurs de Guatemala, lesquels, conjointement avec des organisations étudiantes, leur ont offert le gîte et accordé leur solidarité.

## 2- LES CAUSES

L'exploitation - Depuis 1978, les propriétaires terriens Julio, Antonio et Carlos García, ainsi que Jorge Muñoz et leurs pères, ont décidé d'opprimer davantage les paysans des villages d'El Soch et d'El Rosario en les empêchant de traverser leurs domaines pour aller travailler dans les champs situés à San Pablo Baldío. Ils les ont menacés et ont suscité l'hostilité de certaines personnes contre eux. Ces propriétaires terriens leur ont payé la tâche 0,75 quetzal quand ce n'est pas 0,60 ou 0,50. Il arrive même qu'ils ne paient pas! Et comme si cela ne suffisait pas encore, ils gardent une partie des produits qui reviennent aux travailleurs. Les gens ont alors refusé de travailler la terre de ces grands propriétaires, lesquels se sont acharnés et ont menacé de reprendre leurs parcelles.

La répression et le vol - Malgré la peur et la terreur constantes, les paysans déclarent très clairement que les soldats les menacent, les pourchassent, les empêchent de passer, les calomnient, violent leurs femmes et volent leurs bêtes: poules, poulets, cochons, dindons, etc. Les femmes sont violées et frappées pour qu'elles disent où se trouvent leurs maris; et comme si ce n'était pas suffisant, elles sont obligées de faire la cuisine à de tels gens. Les paysans de San Pablo Baldío et de Tiribitól n'osent plus se rendre à Uspantán à cause de la terreur qui règne dans la région. Dans les sanglots et l'angoisse, les femmes expliquent qu'avant l'arrivée des militaires les familles vivaient dans le calme et la paix.

La complicité des autorités - Les propriétaires terriens font pression sur les autorités puisque même après que le maire eut suggéré de laisser un passage de trois mètres pour aller d'El Soch à San Pablo Baldío, la décision n'est pas appliquée. Quand les paysans vont déposer une plainte et demander la protection de la justice, on leur répond qu'on n'est au courant de rien ou bien que l'armée est là pour protéger les habitants. Autrement dit, les autorités approuvent la situation et refusent la vérité. Suite à ce blocage les paysans ont constitué une délégation pour aller à la capitale.

## 3- LA VISITE A LA CAPITALE

La délégation - Dix femmes et dix-sept paysans se sont rendus à la capitale pour demander l'aide des organisations populaires car ils ignorent quelles sont les démarches qu'on peut faire au Congrès. Le 27 septembre, à 10 H 45, accompagnés par des étudiants et des ouvriers, ils se sont rendus au Congrès pour présenter leurs plaintes et obtenir satisfaction.

La réception au Congrès - La police, les gardes du corps et un député du PR les ont empêchés de rentrer dans l'hémicycle et ont frappé certains membres de la délégation. Les paysans racontent que des députés leur

ont déclaré: "Il n'y a que nous qui avons le droit de parler ici. Si vous voulez prendre la parole il faut faire une demande écrite et signée". Plusieurs de ceux qui les accompagnaient les paysans ont été pris en photo. Les membres de la délégation se sont réunis avec le président du Congrès et quelques députés dans le "salon des vingt-cinq" et là ils ont déposé leur plainte par écrit. En réalité, les paysans se sont heurtés là au même refus et aux mêmes complicités qu'auprès des autorités locales.

Résultat: arrestations et violence accrue - Cinq journalistes et trois députés avaient décidé de les accompagner au Quiché. A leur arrivée au siège de la Fédération des travailleurs de Guatemala, celui-ci était entouré de soldats en armes. Les espoirs des paysans se sont finalement soldés par la répression et par un refus total d'accéder à leurs demandes. Pire encore, des jeunes ont été arrêtés: Marco Tulio Sagastum Samayoa, Ana Patricia Castillo, Vidal García Batres, Edgar Rolando Santos Vela, Juan Adolfo Rivás et Juan Francisco Escobar Anleu, détenus au troisième Corps de police nationale. A l'heure présente Melle Marina Beatriz Oliva est toujours disparue.

#### 4- ANALYSE ET REPOSE DES CHRETIENS

Le Comité pour la justice et la paix

1) signale que, dans la personne des paysans arrêtés et des communautés du Quiché réprimées, les chrétiens connaissent de nouveau la persécution de la part de ceux qui exploitent et oppriment le peuple. Quand un frère catéchiste paysan est pourchassé et arrêté, c'est toute la communauté chrétienne qui est affectée; l'amour et la fraternité sont fondamentalement détruits par les adorateurs du pouvoir et de la richesse. Quand l'un de nos frères souffre, c'est nous tous qui souffrons;

2) exige que les neuf paysans arrêtés soient rendus sains et saufs à leurs familles qui vivent aujourd'hui dans l'angoisse, la peur et la tristesse. Que l'injustice cesse d'habiter le coeur de ceux qui, sans faire de sentiment et avec une conscience faussée, détruisent leurs frères de sang et de culture;

3) lance un appel à tous les chrétiens pour qu'au nom de la vérité, de la justice et de la fraternité, ils se déclarent solidaires de nos frères d'Uspantán par une aide en argent, en nourriture et en vêtements. Qu'ils s'informent largement et sérieusement sur la situation du pays et sur celle de nos frères du Quiché;

4) encourage les chrétiens du Quiché à ne pas avoir peur, à rester valeureux et à continuer leur combat en vivant le véritable évangile de Jésus;

5) et invite les chrétiens à partager ce souci dans leurs paroisses avec l'ensemble de la communauté, et à garder l'espérance dans le Dieu des pauvres qui se manifeste dans le peuple uni faisant un seul corps (I Cor. 12,26).

Le Comité pour la justice et la paix  
septembre 1979

-----  
(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----  
Abonnement annuel: France 170 F - Etranger 250 F par voie normale  
(par avion, tarif sur demande selon pays)  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie CCFD  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441